

Israël et la Palestine sous tension

Entretien avec Daniel Lindenberg et Joseph Maïla*

ESPRIT – *Fin septembre dernier éclatait l'« intifada Al Aqsa ». Les événements se sont-ils succédé comme on pouvait le prévoir ? Y a-t-il eu une stabilisation ou au contraire une aggravation de la situation ?*

Joseph MAÏLA – L'« intifada Al Aqsa » éclate fin septembre 2000, lorsque Ariel Sharon se rend sur l'esplanade des mosquées (le Mont du Temple¹). C'est un événement fortuit qui conduit à cette explosion. Pour le comprendre, il faut cependant remonter au 25 juillet 2000, date de l'échec des négociations menées à Camp David entre Clinton, Arafat et Barak qui avait fait des offres de paix relativement intéressantes et nouvelles quand on connaît les positions israéliennes de départ. Cet échec marque une impasse stratégique pour les deux partenaires de la paix.

Pour les Israéliens, Barak est allé très loin : en montrant qu'il était capable de céder jusqu'à 95 % des territoires et de procéder au démantèlement d'une partie des colonies – sans pour autant céder sur la question de Jérusalem et des réfugiés², il s'est totalement démasqué, en quelque sorte, aux yeux de l'opinion publique. Reste que ce qui amènera sa chute tient surtout à l'image contradictoire qu'il donne de lui-même et de sa politique à l'interne. Relancer les négociations arrêtées par le gouvernement Netanyahou et construire trois fois plus de logements dans les colonies que lui ; brandir la menace d'une laïcisation de l'État face aux revendications des partis religieux et rechercher pour cause d'équilibre politique, presque politicien,

* Voir leurs précédentes interventions dans *Esprit* : Daniel Lindenberg, « L'histoire au service de la théologie ? La querelle des historiens israéliens », février 1999 et « Le soulèvement palestinien fracasse la “paix probatoire” », novembre 2000 ; Joseph Maïla, « Le Proche-Orient après le retour du Likoud », juillet 1996 et « Reprise diplomatique au Proche-Orient », mars-avril 1997.

1. Voir Henry Laurens, « Jérusalem, crise insoluble », *Esprit*, janvier 2001.

2. Israël refuse une souveraineté palestinienne entière sur Jérusalem et la reconnaissance du droit au retour des réfugiés.

l'appui d'un parti comme le Shas, ne donnent pas une image de cohérence de la politique conduite. Et voilà que, sans crier gare, Barak étale toutes ses cartes dans une négociation dont il ne sort rien.

Cette impasse existe aussi du côté palestinien, car le 25 juillet, lorsque les négociations échouent, Arafat n'a pas de solution de rechange. Arafat n'a pas su se saisir d'une offre qui consignait des éléments intéressants en matière de démantèlement des colonies et d'avancées relatives sur la question de Jérusalem. Il la refuse précisément à cause de Jérusalem et de la question des réfugiés. Sur ces deux points, symboliquement lourds, il ne peut faire de concessions et il y a donc un véritable blocage. Arafat était entré dans la négociation avec l'idée que Clinton avant son départ ne pourrait plus faire de pression sur les Israéliens. Il s'est avancé imprudemment sur le plan de la mobilisation populaire en se ménageant le droit de recourir unilatéralement à la proclamation de l'État palestinien en cas d'échec de la négociation ; menace improbable, sans appui ni consensus diplomatique. Au soir du 25 juillet 2000, c'est un homme sans stratégie de rechange qui émerge, alors que la déception et la contestation montent dans la population.

Le Jihad et le Hamas ont fait l'option d'une stratégie de lutte armée et c'est cette stratégie qui paraît logiquement devoir prévaloir vu le résultat désastreux des pourparlers. Sans prétendre que des stratégies délibérées de montée aux extrêmes, de part et d'autre d'ailleurs, aient été planifiées, on peut penser que la voie est ouverte vers les débordements. D'où la propension à enfourcher, du côté de l'Autorité palestinienne, le cheval de la colère, à donner le feu vert aux forces de police palestiniennes ou à les laisser entrer dans la contestation en amplifiant donc la révolte, seul exutoire dans l'immédiat au désespoir palestinien. Toutefois, à partir de ce moment-là, il y a pour les Israéliens comme une bonne nouvelle qui s'impose et qu'ils découvrent, peut-être stupéfaits, alors que c'est leur politique qui l'a favorisée : la renaissance de l'intifada. Une intifada nouvelle manière, cependant, puisqu'elle a comme protagoniste leur partenaire officiel palestinien de la paix. Voilà que l'interlocuteur « Arafat », qu'ils tenaient jusque-là en situation d'infériorité politique et militaire, retourne contre eux les armes de l'Autorité palestinienne, armes initialement destinées à protéger Israël des attaques du Jihad et du Hamas. D'où le discours courroucé qui court dans les esprits israéliens : « Nous leur donnons des armes pour nous protéger, et c'est avec ces armes qu'ils nous tirent dessus. » On tient peut-être là une partie de l'explication possible des 62,5 % de voix avec lesquelles Ariel Sharon est élu le 6 février. Et la question, fautive à mon avis parce qu'elle est le produit même de la politique dure et dilatoire d'Israël en matière de pourparlers, que les Israéliens se posent alors devient : à quel partenaire avons-nous affaire ? Arafat est-il le bon

interlocuteur ? Ariel Sharon reprendra ces questions pour disqualifier totalement l'interlocuteur Arafat.

Daniel LINDENBERG – La victoire de Sharon, dont le pendant est bien sûr la défaite sans appel de Barak, est sûrement liée au fait que resurgit, chez les Israéliens, cette peur du voisin, que le processus d'Oslo avait anesthésiée chez une partie d'entre eux. Je voudrais revenir sur la position d'Arafat au moment des négociations de juillet. Certes, Arafat a manqué d'habileté mais je crois qu'on peut comprendre sa radicalité. Netanyahou, puis Barak, avaient modifié la nature des négociations, en proposant, puisque tous les délais étaient dépassés, de négocier directement un statut définitif. Or, autant Arafat pouvait se permettre, dans des négociations transitoires, d'accepter des demi-mesures, autant, sur un statut définitif, il ne le peut plus. D'où sa résistance sur ces deux questions, Jérusalem et le retour des réfugiés, jamais perdues de vue par les Palestiniens. L'incompréhension est totale entre les deux camps. Le retour des réfugiés est, pour les Palestiniens, un droit légitime, universellement reconnu, tandis qu'il représente, pour les Israéliens, la mise en cause de l'existence même de l'État, fondée sur un transfert de populations. Selon l'idéologie, bien établie en Israël, il y a eu, entre le monde arabe et Israël, un échange de populations qui a conduit Israël à accueillir des centaines de milliers de juifs venus des pays arabes. Même les Israéliens très à gauche prétendent qu'ils n'avaient pas compris, qu'ils pensaient que le retour, c'était le retour dans l'État palestinien. Un retour en Israël signifierait bien entendu la restitution des biens, des terres, des maisons, des champs. On comprend la peur des Israéliens dès que cette question resurgit. Ce serait, du point de vue israélien, l'apocalypse.

La question de Jérusalem et des lieux saints est, elle aussi, extrêmement explosive. Autour de cette question, les deux camps ne négocient pas la même chose. Les Israéliens pensaient qu'on allait refaire le partage de la Palestine, manqué en 1947. Chacun peut appuyer son discours sur une sorte de légitimité. Il y avait des points de légitimité, souvent plus forts du côté palestinien, puisque les Palestiniens représentaient deux tiers de la population en 1948 et avaient leurs lieux saints. Pour les Palestiniens il n'y a aucune espèce de droit, même moral, historique, des Juifs sur Jérusalem. Or, les Juifs israéliens revendiquent eux aussi la possession de lieux saints à Jérusalem, notamment le Mont du Temple. Les Palestiniens protestent. Et cela donne des déclarations violentes, contestant même l'existence du Temple de Jérusalem, ce qui reflète l'idée que les Israéliens sont venus là comme dans n'importe quel territoire, que c'est une colonisation de peuplement, un compromis territorial. Je crois que cette question serait sans doute apparue un jour, mais là elle est apparue

avec une grande brutalité. Et c'est d'ailleurs le génie tactique de Sharon d'avoir fait cette provocation-là où il l'a faite. On comprend pourquoi il est allé sur le Mont du Temple. Il s'est placé sur le maillon faible de la paix, pour poser cette question : va-t-on abandonner le Mont du Temple, va-t-on demander une autorisation pour aller au Mur des Lamentations, pour aller prier ?

En revanche, je pense que l'idée selon laquelle Arafat aurait lâché la bride à la police palestinienne et choisi une stratégie de confrontation, reste à débattre. Les premiers jours, on ne pensait pas que ça allait durer. Au fond, ce qui a été déterminant, ce n'est pas la visite de Sharon en elle-même, mais le fait que les Israéliens aient tiré sur la foule qui manifestait pacifiquement. L'exaspération palestinienne a mis le feu aux poudres. Les Palestiniens attendent une paix qu'ils ne voient jamais venir et c'est toujours à eux de prouver qu'ils sont mûrs, qu'ils ont accompli toutes les démarches possibles, qu'ils ont jugulé tout acte de terrorisme. Je pense qu'il faut s'interroger sur l'aptitude d'Arafat à négocier la paix mais aussi sur la nature de paix qui est proposée aux Palestiniens. Culturellement, on ne parle pas de la même chose et on ne parle pas de la même paix. Les Israéliens, y compris les éléments de gauche, souhaitent se débarrasser du problème en donnant aux Palestiniens un État séparé, mais à leur convenance : un État sans souveraineté militaire, sans accès à l'eau, dont la frontière avec le monde arabe sera gardée par eux, en maintenant certaines colonies, pour des raisons de sécurité, pour éviter une guerre civile en Israël même. On peut imaginer l'exaspération palestinienne...

J. M. – L'exaspération palestinienne est incontestable. Elle résulte à mon avis d'un paradoxe qui tient au fait que, face à l'immobilisme diplomatique, la seule chose qui bouge soit l'extension et la construction des colonies de peuplement. Les Palestiniens ont le sentiment d'être floués en permanence sur le sens et les finalités de la paix. Continuer à exproprier des terres pour aller de l'avant dans l'entreprise de colonisation et laisser accroire qu'à terme sur ces mêmes terres un État pourra voir le jour ne pouvait objectivement perdurer. D'ailleurs, pour la première fois depuis le début des négociations, cette exaspération a été sur le plan international prise en compte. Le rapport Mitchell, du nom de l'ancien sénateur démocrate américain qui préside la commission instituée au sommet de Charm el Cheikh, en octobre 2000, pour enquêter sur la flambée de violence initiée par la visite de Sharon sur le site d'Al Aqsa/Mont du Temple à Jérusalem, établit un lien de cause à effet, direct, entre l'extension des colonies et la protestation palestinienne³. Ce lien, les Israéliens ont toujours

3. De larges extraits du rapport Mitchell sont publiés dans le numéro de juillet-août du *Monde des débats*.

refusé de le reconnaître, et ont rappelé cette position qui reste leur après la publication du rapport, le 21 mai dernier. Pour eux, les accords d'Oslo ont convenu que la question des colonies serait abordée au moment des discussions sur le statut permanent. Il faut noter toutefois que dans le programme du gouvernement israélien de large coalition englobant notamment Likoud et Travaillistes, investi en mars, il était spécifié qu'il n'y aurait plus de créations de nouvelles colonies. Toutefois, les colonies existantes restaient susceptibles d'être agrandies. Or, sur ce point le rapport Mitchell est sans ambiguïté, et c'est là sa radicale nouveauté diplomatique : il s'oppose aussi à l'extension des colonies anciennes au prétexte de la « croissance naturelle » de leur population. Cette position n'est pas seulement américaine comme on l'entend souvent dire. La commission Mitchell « d'établissement des faits » incluait des Européens dont Thorbjørn Jagland, le ministre norvégien des Affaires étrangères et Javier Solana, chargé de la Politique étrangère et de Sécurité commune de l'Union européenne.

Pour revenir aux deux approches stratégiques en opposition, il semble que sur le processus de la paix, la position palestinienne soit assez simple. Elle a toujours reposé jusque-là sur deux visées : appropriation de territoires palestiniens rendus à l'Autorité dans le cadre d'accords négociés d'une part, et d'autre part grignotage symbolique d'éléments emblématiques de souveraineté et d'autorité jusqu'à constitution, presque par capitalisation symbolique, de l'État. En revanche, la position israélienne paraît moins affirmée, souvent contradictoire. Certains comme Shimon Pérès et, dans une moindre mesure, Itzhak Rabin, architectes de la paix d'Oslo, estiment qu'à terme la paix passe par une coopération économique et des liens d'interdépendance qui bénéficient à Israël mais qui raccrochent les Palestiniens au train d'un développement concerté et bien entendu contrôlé par Israël. Cette représentation n'a pas survécu à la disparition de Rabin. L'approche subséquente de la paix se fait en termes exclusivement sécuritaires renvoyant le Moyen-Orient des réseaux, des autoroutes et de la coopération régionale, cher à Pérès, aux calendes ou aux oubliettes. Ce changement est perceptible dès l'époque du gouvernement Pérès. Avec Netanyahou, l'impératif de sécurité devient un paramètre suspensif de négociations. Avec Barak, la sécurité acquiert une valeur encore plus grande au plan de sa configuration spatiale : on parle ou reparle de *hafrada*, sorte de ségrégation de deux sociétés, spatialement délimitées et séparées ; on évoque la possibilité de construction d'un mur dessinant les territoires des uns et des autres, à l'instar de ce qui existe à Hébron avec les zones H1 et H2 qui distinguent l'enclave de la ville. Au lieu de penser les deux souverainetés comme ses frontières négociées de la sécurité, c'est la sécurité qui dessine les frontières de la souveraineté. En fait, c'est la

sécurité israélienne qui informe et modèle la souveraineté palestinienne ; en réalité qui la borde et la limite. L'espace géopolitique palestinien apparaît comme un projet « appendiciel », en accordéon, modulable au gré de la sécurité d'Israël. Et peu importe le caractère sacré ou non, identitaire, des lieux revendiqués par Israël comme siens. Leur invocation paraît fluctuante. Tantôt les colonies et Jérusalem sont évoquées sous leur aspect sacré, tantôt ce sont les considérations utilitaires, leur nécessité pour la sécurité, qui l'emportent. L'identitaire est récupéré par le sécuritaire. On ne sait plus dès lors quel est le registre activé. La revendication symbolique se traduisant au plan politique en zones, couloirs et lieux de passage, l'identitaire et le sacré apparaissent en fin de compte bien fonctionnels.

Le néosionisme d'Ariel Sharon

En ce qui concerne la situation qui prévaut aujourd'hui, trois points me semblent importants aussi bien qu'inquiétants.

Le premier tient à ce que pour la première fois, depuis le début du processus de paix, Israël envisage un retour sur les acquis de la négociation. Le Premier ministre Sharon menace de mettre à exécution l'idée du candidat Sharon de revenir, pour l'annuler, sur le découpage en zones, A, B et C, du territoire palestinien selon le degré d'autonomie dont il bénéficie. La zone A, zone de pleine souveraineté palestinienne, représente 4 % du territoire de la Cisjordanie et de Gaza ; la zone B, mixte d'autonomie administrative et palestinienne et de sécurité militaire israélienne 26 % ; et la zone C, de pleine souveraineté israélienne, représente 70 %. Cette remise en cause qui se fait ponctuellement sur un plan militaire lorsque les troupes israéliennes pénètrent en zone palestinienne pour faire le coup de feu avec les Palestiniens est très dangereuse. Non seulement elle ruine la démarche consensuelle tout entière mais elle ruine surtout son principe et ses finalités. Car si cette finalité n'est pas la dévolution des territoires, quelle peut-elle donc être ?

Le deuxième élément est la militarisation de l'intifada. Certes, les jets de pierres continuent, comme lors de la première intifada. La répression israélienne est tout aussi féroce et le bilan des blessés, des morts, palestiniens surtout mais aussi israéliens, tragique. Toutefois l'escalade revêt un aspect militaire indéniable. Il y a ainsi une banalisation du recours aux chars israéliens qui font des percées et des incursions en territoire palestinien. Des hélicoptères de combat tirent des missiles contre les bâtiments de la sécurité palestinienne. De véritables batailles rangées, à armes inégales certes, opposent de plus en plus Israéliens et Palestiniens, ces derniers recourant parfois aux tirs de mortiers. Des filières d'approvisionnement en armes s'or-

ganisent : une cargaison d'armes envoyée par le Hezbollah libanais a été récemment arraisonnée. Les modalités techniques et stratégiques des affrontements sont à noter. Elles se juxtaposent avec les techniques plus « classiques » déjà utilisées de guérilla urbaine : voitures piégées et attentats-kamikases côté palestinien et élimination des militants et activistes palestiniens côté israélien. Le pic emblématique du débordement dans une stratégie de riposte démesurée et inefficace a été cependant atteint lorsqu'Ariel Sharon a fait donner les F-16 contre des installations palestiniennes à Naplouse, le 18 mai dernier. Cette violence ne relève pas de la radicalisation mais d'une logique d'éradication. En dépit des messages d'extrême fermeté qu'elle est sensée, côté israélien, comporter elle pourrait à terme signifier tout simplement une fin de reconnaissance et de dialogue.

Le troisième point porte sur les colonies. L'élément nouveau est que l'establishment israélien est de plus en plus convaincu du poids financier, politique et diplomatique des points de peuplement créés dans les territoires. La position de Barak lors de la négociation tripartite de Camp David qui concédait l'abandon de 80 % des colonies est à cet égard significative. L'opinion publique israélienne partage cette attitude à l'égard des colonies, y compris dans leur fonction de bastion sécuritaire. Et pourtant, l'arrivée d'Ariel Sharon au pouvoir a ravivé subitement un discours sur les colonies quelque peu oublié. Sharon fait des colonies le point d'ancrage du sionisme, le témoin de la vitalité du sionisme. Alors qu'Oslo jette résolument les intellectuels d'Israël dans une révision de la perspective historique dans laquelle s'inscrit la société israélienne et ouvre le débat du postsionisme, voilà qu'Ariel Sharon initie un discours que l'on peut qualifier de néosioniste. « Là où se trouve une colonie, là se trouve Israël », proclame-t-il. Vision fantasmagorique que celle qui voit dans les colonies, au fond, le prolongement d'un combat qui n'aurait pas cessé : celui de la conquête d'Eretz-Israël.

Sharon s'obstine là où Barak cède et relance du même coup un débat sur la normalité politique et régionale d'Israël visée par Oslo. Car là encore : que négocier s'il s'agit de retenir du territoire ? Et comment continuer à évoquer les termes de la résolution 242 : « la paix en échange de la terre », s'il s'agit de garder la terre ? Il faut retourner à la position d'Itzhak Shamir au moment de la Conférence inaugurale de Madrid en 1991 pour retrouver le slogan de « la paix contre la paix » qui escamotait la question de la terre. De toutes les manières, Sharon, non sans susciter des oppositions internes, se heurte de plein front au rapport Mitchell particulièrement précis sur ce point puisqu'il fait des colonies un obstacle à la paix. Le « dépoussiérage » sans toilettage des mythes de fondations se veut discours de mobilisation dans l'esprit d'Ariel Sharon. Rien n'est moins sûr. Ce discours risque, en suscitant la polémique, de faire écran au véritable

débat régulé autour de la paix et de ses exigences et de casser la négociation. Serait-ce là sa finalité véritable ?

Qu'est-ce que ce néosionisme ? La logique de Sharon n'est pas simplement de l'idéologique plus du sécuritaire. Elle évoque une logique de guerre. D'une certaine manière, il poursuit la guerre d'indépendance.

D. L. – Dans le projet de Sharon, le néosionisme est dialectiquement lié à la montée du postsionisme. On s'est souvent polarisé sur les éléments religieux, néomessianiques, théocratiques, évidemment très présents dans le colonat, de la société israélienne, mais on a oublié cette partie, que Sharon représente bien vu son âge, caractérisée par le sionisme des années cinquante, bengourioniste, fondé sur la tactique du grignotage – qu'Arafat a voulu imiter sans grand succès. Or, chez Sharon, qui n'est pas un esprit particulièrement mystique, l'idée des colonies est purement sécuritaire. La guerre d'indépendance n'est pas terminée, la conquête de la Palestine mandataire n'est pas terminée et risque même au contraire de s'arrêter définitivement. Il y a un double mouvement en Israël : celui, très visible, qui a mené à la défaite de Barak, et l'autre qui est l'exaspération vis-à-vis des colons. Et là je voudrais apporter une note un peu plus optimiste : le naufrage intellectuel et moral de la gauche israélienne est patent. Mais dire que les grandes masses soutiennent les colonies est une erreur, c'est justement ce qu'il reste de l'ancienne idéologie. Sharon aimerait agir comme dans les années cinquante, alors que la société civile a changé : de plus en plus américanisée, ayant un rapport à l'armée, à la mort différent de celui qui existait dans les années cinquante, elle est devenue hédoniste. C'est la grande contradiction d'Israël aujourd'hui. D'un point de vue économique et culturel, c'est une société très mondialisée.

Malgré tout, et c'est la seule note d'optimisme que je vois, le sharonisme est un effort désespéré pour faire tourner la roue de l'histoire en arrière. Pérès, c'était une utopie. Son premier commentaire, lorsqu'il a été battu par Netanyahou en 1993, a été : « Les Juifs ont battu les Israéliens. » Ce n'est pas un vote israélien, mais juif, au sens fanatique et religieux, vote pour lequel la victoire équivaut à la conquête de la terre sainte. Sharon s'allie avec ces gens, mais il ne raisonne pas en termes de conquête de la Terre sainte, mais de conquête bengourioniste de l'État, jusqu'au Jourdain. Est-ce tenable ? On a peu parlé du Jihad et du Hamas. Eux aussi, de façon évidente, fondent leur attitude sur un calcul : l'imitation du modèle Hezbollah, qui aurait réussi finalement à obtenir la capitulation de Barak. Il s'agit bien entendu de leur vision. Elle est à mon avis illusoire, mais c'est elle qu'ils popularisent avec succès dans la jeunesse palestinienne et dans tout le monde arabe. Ils sont parfaitement lucides sur les transformations de la société israélienne, qui n'a plus

envie de passer son temps à se battre. À force d'attentats, pensent-ils, un jour ou l'autre, les colons quitteront les territoires unilatéralement. Ils ne se situent pas dans une perspective de compromis mais clairement dans une perspective d'État. Il me semble percevoir dans l'opinion israélienne un double mouvement, que l'on observe par exemple très bien lorsqu'on interroge les gens dans la rue après les attentats. Il y a toujours une discussion entre celui qui pense qu'il faut être plus dur avec les Palestiniens, que même Sharon ne va pas assez loin, et celui qui est prêt à céder les colonies. Les colonies sont très impopulaires. Sauf peut-être pour le Golan. Contrairement à ce qu'on dit, certains les abandonnent. Et ils partiraient en plus grand nombre si on ne les retenait par un chantage au patriotisme.

J. M. – Sharon, en effet, est en train, sur la question de la colonisation, sans s'en rendre compte, de saper tout l'effort déployé jusque-là par les différents gouvernements pour banaliser le problème des colonies. À force de vouloir préserver ces dernières à la fois contre l'opinion publique interne et l'opinion internationale, il va finir par ouvrir le seul débat décisif à terme : celui de leur coût. De ce fait, le colonat perdra de son halo mystico-symbolique, pour être confronté à la question triviale du « combien ça coûte ? ». Et le coût est énorme. Déjà l'aide à l'installation, accordée jusque-là aux familles de dix enfants et plus, a été suspendue et les allocations familiales ont été réduites. Je crois toutefois que la question des colonies, dont Sharon ne peut pas ignorer qu'elle représente un vrai handicap pour la diplomatie israélienne et qu'elle a toutes les chances d'être une bataille perdue – Barak négociait déjà avec les États-Unis une aide aux dédommagements des colons en prévision de futurs démantèlements – s'inscrit pour lui dans une stratégie d'obstination plus large.

Au fond, ce que recherche Sharon, c'est donner l'estocade finale au processus d'Oslo, non pas tant en en discutant tel ou tel aspect, ou en revenant sur tel ou tel de ses acquis mais en annulant le premier effet de ces accords qui fut d'accréditer le représentant palestinien de la paix, l'interlocuteur d'Israël : Yasser Arafat. L'accord d'Oslo a créé le partenaire palestinien. Certes, il n'a pas inventé Arafat, mais le but recherché en tout premier lieu par cet accord fut l'invention diplomatique d'un partenaire et son intronisation politique, sa légitimation démocratique, prévues d'ailleurs de manière très minutieuse. Car les Accords intérimaires dits d'Oslo, de 1993, prévoyaient l'organisation d'élections en Palestine devant marquer le passage du Arafat, chef du Fatah et de l'OLP, avec lequel on ne négociait pas auparavant ouvertement et sans préalables, au Arafat élu au terme d'une consultation du peuple palestinien et de la constitution d'un parlement, bref au Arafat, chef de l'Autorité palestinienne. Je me demande aujourd'hui si Sharon n'essaie pas de détruire cet interlocuteur. Une chose en

effet est frappante : dès qu'un attentat est perpétré, le responsable désigné n'est jamais le Jihad, ni le Hamas, mais toujours Arafat. Arafat devient le coupable tout trouvé. Autoritaire et inefficace, légal mais inopérant, ou alors « menteur », « terroriste » et personnage tout de duplicité. Tel est le langage cru que tient aujourd'hui Ariel Sharon. C'est ce qu'il essaie par ailleurs d'asséner à présent à l'adresse des États-Unis et de l'Europe. Sa diplomatie n'est pas de persuasion ni d'explication. Elle est de plus en plus publicitaire. Elle consiste à « vendre » une certaine image de l'Autorité palestinienne et de son chef. Le message politique qui se cache derrière ces accusations est manifeste : Arafat n'est plus un interlocuteur crédible. Exit sa légitimité. Son autorité est mise en doute ; sa police n'est plus perçue comme une police mais comme une milice. On recommence à parler des Faucons du Fatah, présents dans la première intifada (1987-1993), du Tanzim, de Barghouti, secrétaire général du Fatah et surtout des responsables de la sécurité palestinienne dans les territoires autonomes tels Dahlan et Rajoub que l'on crédite de pouvoirs de police et de milice occultes et diffus, qui exécuteraient fidèlement les ordres d'Arafat ou alors, c'est selon, échapperaient à son autorité. En cherchant à supprimer l'interlocuteur qu'Oslo a créé, Sharon vise à l'effondrement de ces accords, sans doute pour ne plus avoir à négocier. Ni avec des succédanés d'autorité, car c'est la sécurité et la survie d'Israël qui sont en jeu. Ni avec les activistes et les « extrémistes ». Car qui accepterait de discuter avec le Jihad ou le Hamas ? L'interlocuteur palestinien mort, Sharon n'a plus d'interlocuteur. Et l'absence d'interlocuteur, c'est la mort de la paix. Du coup, tout reste en place, et même paraît acquérir une justification nouvelle. Les colonies sous leur double aspect idéologique et sioniste d'une part, et d'autre part sous leur aspect de dispositif avancé de l'hégémonie et de contrôle de l'espace, trouveront alors leur place dans l'imaginaire sharonien. C'est là où le rapport Mitchell, dont Ariel Sharon va retarder l'application et dont il va tenter de désamorcer les effets, intervient comme un formidable principe de réalité.

Les médiations possibles

D. L. – Le rapport Mitchell, qui est une délégitimation internationale des colonies, va en effet dans ce sens. On appelle désormais un chat un chat.

J. M. – Ce changement de perspective est un acquis de l'« intifada Al Aqsa ». Les colonies sont désignées comme causes de la guerre et de la poursuite des violences, et non plus seulement comme un point diplomatique à discuter. Paradoxalement, cette victoire diplomatique

pour les Palestiniens s'accompagne pour eux d'une immense désillusion à l'égard de la diplomatie. D'abord, il ne faut pas oublier que les conclusions du rapport Mitchell sont une demi-victoire aux yeux des responsables palestiniens, car la proposition d'installer des observateurs internationaux en Cisjordanie et à Gaza n'a pas été retenue. Derrière cette proposition se profilait la volonté d'internationaliser le processus de paix. Ensuite, on peut le constater tous les jours, les Palestiniens sont comme fatigués par la diplomatie qui ne tient pas ses promesses et qui s'accommode tout au long des visites, des réunions et des sommets politiques du lot quotidien de malheurs encourus par la population. C'est l'action diplomatique qui est dévalorisée à leurs yeux. Depuis la victoire du Hezbollah au sud Liban en mai 2000 et l'échec de Barak, la diplomatie comme « instrument de libération » a perdu de sa force. Dans l'esprit des militants, un modèle historique de libération a réussi, à quelques dizaines de kilomètres de là. Jamais la popularité du cheikh Nasrallah, le leader du Hezbollah libanais, l'influence du Manar, la télévision du mouvement, mais également l'aura de Saddam Hussein n'ont été aussi fortes.

D. L. – Oui, dix ans de négociations : rien. Le Hezbollah mène une action sur le terrain : on obtient un résultat.

Certes le rapport Mitchell ôte de sa légitimité à la politique d'Israël, mais à un moment où l'action diplomatique, inaugurée à Oslo, manifeste son échec. Certains expriment l'idée que ce conflit se réduit désormais à deux acteurs. Mais ce conflit n'exige-t-il pas des tiers, c'est-à-dire des médiateurs ? Qui peut intervenir comme médiateur ? Oslo était la volonté d'une diplomatie un peu nouvelle. Peut-on parler d'un échec de la diplomatie ou d'une certaine diplomatie ?

J. M. – Je crois, même si la nuance paraît mince, qu'il faut distinguer en l'occurrence entre diplomatie et négociation. La diplomatie : elle est américaine, établie dans un moment de triomphe sans pareil pour les États-Unis, au lendemain de la victoire sur l'Irak. Sa première caractéristique est de « verrouiller » le champ d'intervention des tiers, en fait de le réserver aux seuls Américains qui assurent en cela leur propre intérêt et qui empêchent l'interférence active de tout autre État dans ce qu'ils considèrent être vital pour le sort de leur allié israélien. La stature du *fair and honest broker*, du courtier impartial, proclamée par George Bush père et James Baker, est bien entendu une vue de l'esprit. On peut se poser aujourd'hui légitimement des questions concernant le résultat de cette diplomatie partielle, improductive, activiste par moments et parfois presque désinvolte comme elle l'est aujourd'hui, avec la nouvelle administration américaine. La négociation, elle, relève d'un autre registre. J'ai eu

l'occasion de la nommer « probatoire » dans la mesure où elle consiste essentiellement à tester le partenaire palestinien, en le soumettant à une série d'épreuves, à une course d'obstacles, qui si elle apparaît réussie au partenaire israélien ouvrira la voie à l'étape ultérieure⁴. Relativement peu de chose est respecté dans cette épreuve, et surtout pas le calendrier. Car les sanctions attachées à ce type d'exercice veulent que lorsque les Palestiniens ne « s'acquittent » pas suffisamment bien de leurs obligations aux yeux d'Israël, les Israéliens, en cela maîtres du calendrier, peuvent suspendre les négociations, retarder les échéances, geler des étapes ou des fonds, mais aussi bloquer des routes, empêcher les ouvriers de se rendre sur leur lieu de travail, modifier des cartes, encercler des villages, etc. Avec la possibilité de construire ou d'élargir des colonies puisque la discussion sur l'essentiel est reportée à la fin de cette interminable période intérimaire. Le plus choquant dans la « paix probatoire » est que, on l'aura compris, l'une des parties est juge et partie. C'est pourquoi, quitte à étonner, il me semble qu'Ariel Sharon a tout à fait compris la logique de probation d'Oslo. Il défigure l'esprit d'Oslo et sa finalité de paix mais pousse jusqu'à ses limites ultimes la démarche que la diplomatie israélienne a initiée. Son but est de mener la probation à son terme, c'est-à-dire pour lui jusqu'au moment où il déclarera pouvoir tirer les leçons de l'expérimentation menée avec les Palestiniens et qui aura avéré l'impossibilité d'aboutir à une paix durable avec eux. Il y a, à présent, avec Ariel Sharon un véritable danger de sortie de la négociation.

Revenons toutefois à la diplomatie et à la position des États-Unis. Il est évident que rien ne bougera et que l'on s'acheminera vers un surcroît de violences, mais aussi à des contradictions au sein du gouvernement israélien d'union nationale, si Washington ne se détermine pas à faire pression sur Tel-Aviv pour mettre en œuvre le rapport Mitchell. L'application des suggestions proposées par ce rapport est seule susceptible de remettre la négociation sur les rails. Car ce qui se profile aujourd'hui, ce n'est pas une autre négociation, mais un tournant, qui désignera la question des colonies comme véritablement préjudicielle : répondre sur les colonies, c'est répondre sur la volonté de donner aux Palestiniens une terre et un État. C'est mettre un terme à cette schizophrénie diplomatique qui juxtapose deux attitudes tout à fait contradictoires dont on s'étonne ensuite qu'elle puisse générer des tensions. Ne pas répondre sur cette question, c'est laisser planer un soupçon formidable sur les intentions réelles d'Israël. Le rapport Mitchell, n'abolit pas la logique d'Oslo mais il contribue à porter au cœur du débat les questions qu'Oslo laissait de manière procédurière pour la fin.

4. J. Maïla, « Paix précaire au Proche-Orient », *Esprit*, décembre 1994.

Peut-on espérer plus sur le plan diplomatique pour le moment ? L'entrée en lice de l'Europe paraît logique dans la mesure où ce sont les pays européens qui sont le véritable bailleur de fonds du processus de paix. La disproportion entre le poids économique de l'Europe et son rôle politique au Moyen-Orient indique à la fois l'intérêt qui lie l'Europe à cette région en même temps que la forte dépendance qui la lie à la politique américaine qui reste capable de faire cavalier seul. Cela deviendra de moins en moins vrai à l'avenir. D'abord les États-Unis donnent des signes de prise de distance et d'exaspération, rentrée pour le moment, vis-à-vis d'Israël. Le fait que les Européens ont été associés à l'élaboration du rapport Mitchell souligne au fond qu'il n'est pas indifférent pour les États-Unis de montrer à Israël que la position qu'ils adoptent jouit d'un consensus international avec lequel il faut compter. L'existence d'un émissaire européen permanent sur la question du Proche-Orient, l'Espagnol Moratinos, est aussi indicative d'une volonté de participer et d'échanger les points de vue avec la Puissance qui s'est accaparée le dossier et dont personne ne conteste la prééminence.

Reste que le vrai problème de l'Europe au Proche-Orient est en Europe, où les pays européens restent partagés, même si la tendance est au rapprochement des points de vue, sur la nécessité ou sur la profondeur de l'implication européenne en Méditerranée orientale. Toutefois il y a une différence d'approche entre les États-Unis et l'Europe sur le Proche-Orient qui risque de perdurer. Les Américains s'intéressent à la région pour des raisons stratégiques d'ensemble. Le regard qu'ils portent sur le conflit israélo-arabe, outre des considérations internes à la société américaine, reste affecté par un calcul global où le paramètre pétrolier, le souci de contenir l'Iran, d'encercler l'Irak, de garder une mainmise sur le Golfe et certains de ses riverains ainsi que le désir de monter des alliances avec des pays-relais se combinent et s'entremêlent. Si beaucoup de stratégie fixe les États-Unis au Proche et Moyen-Orient, beaucoup d'insécurité inquiète et attire les Européens. Dans une région mitoyenne de l'Europe du Sud, où s'est mise en place la coopération euro-méditerranéenne, en 1995, à Barcelone, comment penser une zone de prospérité et de développement global, coopératif, avec un problème aussi explosif que celui de la Palestine ? On peut aussi relever les retombées négatives du conflit sur les sociétés maghrébines et levantines notamment au plan de la radicalisation des opinions publiques arabes. De nombreuses conséquences peuvent découler d'un tel état d'esprit... Bref, l'Europe vient au Proche-Orient pour le moment par la petite porte. Encore faudrait-il pouvoir l'ouvrir plus grand.

Il n'y aurait donc pas un échec radical de la diplomatie ?

J. M. – À moins que la politique de confrontation d'Ariel Sharon débouche sur des options de guerre, la diplomatie continuera à venir

à l'aide de la diplomatie, j'entends la diplomatie américaine continuera de procéder à la « réanimation » de la négociation bilatérale israélo-palestinienne. Un échec radical de la diplomatie signifierait le triomphe de la stratégie de rupture d'Ariel Sharon. Pour le moment, on reste attaché de manière quasi fétichiste au cadre d'Oslo : celui des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, celui de la résolution du contentieux par compromis avec comme principe régulateur la terre contre la paix. Il sera difficile de sortir des termes d'Oslo. En revanche ce qui bat de l'aile, c'est une forme de négociation qui est restée sous patronage international, celui, formel et que tout le monde a oublié, des États-Unis et de la Russie, parrains de la conférence de Madrid. La négociation n'a jamais été véritablement internationalisée, avec une participation active par exemple russe et européenne, et elle ne le sera pas tant qu'il n'y aura pas sur place des observateurs internationaux et une force de protection. Or, les États-Unis ont toujours refusé qu'une décision en ce sens soit prise par le Conseil de sécurité, voyant là une internationalisation à peine déguisée du contentieux proche-oriental dont les Israéliens ne veulent pas. On comprend du même coup pourquoi les Palestiniens souhaitent un « contrôle » du processus de paix auquel serait associée l'Europe. Mais pourquoi les Israéliens accepteraient-ils l'Europe ? Dans l'immédiat, ils n'ont aucune raison de le faire et ont tout à gagner en privilégiant la relation avec les États-Unis. Mais, dans les années à venir, l'inscription économique d'Israël dans l'espace euro-méditerranéen sera de plus en plus forte. Et, il ne faut pas oublier qu'en 1994, à Essen, Israël a obtenu le « statut privilégié » des États, qui bien que n'étant pas, comme la Suisse et la Norvège, dans l'Union européenne, sont liés au Marché unique et à ses obligations.

Le contexte régional

On pourrait terminer par la situation régionale. Peut-on parler d'un nouveau cycle régional, ou bien les événements sont-ils à comprendre de manière endogène ?

J. M. – La perspective endogène est insuffisante pour comprendre la situation des pays du Proche Orient. Le développement interne des sociétés arabes est étroitement lié au contexte régional⁵. L'exemple de la Syrie est là pour conforter cette réalité solidaire du politique. La Syrie de Bashar Assad est incapable d'opérer une mutation interne, rivée qu'elle est au devenir d'une négociation régionale qui l'ignore et sur laquelle elle n'a pas prise. Sauf à activer de temps en temps le

5. Voir l'article d'Adrián Mac Liman sur la Jordanie dans le « Journal » du présent numéro.

« front » libanais ou ce qu'il en reste, c'est-à-dire les quelques arpents des « hameaux de Chebaa », dérisoire point de fixation d'un nationalisme arabe moribond, exploité par le Hezbollah pro-iranien. Du coup, l'année qui s'est écoulée depuis la mort d'Assad père a été une année pour rien pour la Syrie. Mais si aucune orientation ne se dessine sur le plan politique ou économique, en réalité les hésitations du jeune président sont révélatrices de l'impasse à laquelle fait face le nouveau pouvoir syrien. Une libéralisation économique a été annoncée. Elle se met en place lentement et vise à ouvrir le marché, à doter le pays de banques privées et favoriser les investissements. Mais l'État lui-même a besoin d'être réformé, son administration pléthorique épurée et son armée, source d'emplois, ramenée à des proportions raisonnables. Ces objectifs sont difficiles à mettre en œuvre : ils sapent les fondements sur lesquels s'élève le régime. D'où aussi la valse-hésitation face aux intellectuels. Assad, après avoir permis les réunions d'intellectuels a interdit les réunions publiques où les revendications en matière de libertés publiques et de respect des droits de l'homme effarouchaient la vieille garde et contestait l'hégémonie du parti Bath au pouvoir. Cette incertitude du pouvoir syrien sur la politique à conduire suscite des interrogations justifiées sur une possible transition politique en douceur et surtout sur les forces sociales capables à défaut de la mener, de suffisamment l'appuyer.

Dans la région, c'est aussi l'évolution de l'Irak qui ne cesse d'inquiéter. Les États-Unis sont toujours aussi déterminés en ce qui concerne le maintien cruel, absurde et criminel de l'embargo contre Bagdad. Ce qui est intéressant de relever, c'est que l'administration Bush, qui avait affiché d'emblée le durcissement de la politique américaine à l'égard de l'Irak, ne réussit pas à mettre sur pied une stratégie cohérente à l'égard de ce pays. Les nouvelles modalités de l'équation « pétrole contre nourriture » ne seront pas révisées en faveur d'un « passage aux sanctions intelligentes » qui sont loin de faire l'unanimité et se heurtent à des vetos au Conseil de sécurité. Mais le plus grave est que les États-Unis ne parviennent plus à trouver des appuis suffisants dans leur volonté affichée de faire plier l'Irak. Les États arabes ne comprennent pas que cette détermination à l'égard de Bagdad s'accompagne d'un laxisme très grand à l'égard d'Israël. En réalité c'est la politique irakienne des présidents Bush et Clinton, celle des années 1990, qui fait eau de toutes parts. Plus personne ne pense que l'Amérique est là pour les Kurdes ou pour aider de fantomatiques groupes d'opposants irakiens à prendre le pouvoir. Résultat : l'embargo est largement critiqué, y compris par les alliés de l'Amérique et il est surtout dans les faits contourné.

Une économie parallèle mais normalisée, que nul ne cherche plus à cacher, existe aujourd'hui entre l'Irak, la Syrie, la Turquie et la Jordanie. Les pressions américaines pour mettre fin à l'existence de

cette économie *de facto* ont échoué. Comment, en effet, compenser les sources de revenus et de rentrées extrêmement importantes pour les Jordaniens ou les Syriens ? Bagdad et Damas envisagent de créer des zones franches à la lisière des deux pays. Les Jordaniens vivent de la dotation pétrolière irakienne, et les Turcs mettent à profit le trafic avec l'Irak. Comment convaincre ces pays de participer au renforcement des sanctions contre l'Irak ? Washington est de plus en plus isolé dans sa politique régionale. Les États-Unis se battent contre l'invisible ennemi public numéro 1 Oussama Ben Laden, mais ne perçoivent pas que l'opinion publique arabe devient de plus en plus anti-américaine soumettant des régimes plutôt favorables à Washington telles l'Égypte, la Jordanie ou l'Arabie Saoudite à des tensions internes. On a même l'impression que l'implication américaine par à-coups au Proche-Orient tient à la nécessité de ne pas laisser les péripéties du conflit et/ou de la négociation israélo-palestinienne faire oublier la question de l'Irak.

Reste la question du Liban, un an après la libération des territoires du sud, où le bilan économique-politique est extrêmement négatif. Faillite économique et menaces sur les libertés publiques sont les deux dangers qui guettent un Liban qui ploie toujours sous le joug syrien. La situation économique, qu'on oublie trop souvent au profit de la situation politique, ne fait qu'empirer. Ce pays, de 3,5 millions d'habitants, a 25 milliards de dettes. Sur un plan interne, la réconciliation politique n'a toujours pas eu lieu et un pouvoir, singulièrement policier, inféodé à la Syrie fait la chasse aux journalistes, aux intellectuels et aux opposants. Sur un plan interne et régional, la Syrie continue à contrôler la politique libanaise et interdit à l'armée libanaise de se déployer le long de la frontière sud libérée par Israël. C'est sur ce point que l'occupation persistante des « fermes de Chebaa » prend des allures de Danzig régional et où « mourir pour Chebaa » acquiert valeur symbolique pour des régimes en mal de mobilisation populaire. Pour la Syrie, autoriser l'armée libanaise à s'installer à la frontière pour la contrôler c'est donner à Israël des gages de paix et de sécurité, alors que ce dernier n'a manifesté aucune volonté de se retirer du Golan. La Syrie poursuit là une politique qui lui a réussi jusque-là : instrumentaliser la souveraineté du Liban. Par ce biais, la Syrie est ainsi présente sur un front en action sans se battre sur son territoire, tout en recueillant le fruit diplomatique d'une action militaire qu'elle commande. Mais cette stratégie a ses limites. D'abord, elle expose de plus en plus la Syrie à des représailles directes exercées contre ses troupes au Liban et qui peut rapidement dégénérer militairement. Ensuite, elle expose la Syrie à des critiques de plus en plus publiques et violentes des Libanais contre sa présence au Liban. Cette critique est en train de se généraliser dans toutes les communautés libanaises.

Elle le dispute à la lassitude d'une jeunesse en chômage qui ne voit plus de salut que dans une émigration massive.

P.S. : En juin, on doit tenir compte d'un fait nouveau : la pression internationale (États-Unis, Koffi Annan, Russie, Europe aussi, plus que naguère, en particulier Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères) qui s'est traduite en particulier par le désormais fameux rapport Mitchell. Doit-on attribuer la « modération », qui reste à vérifier sur le long terme, de Sharon et le ton plus ferme d'Arafat – même remarque – à l'égard des radicaux de son propre camp à ce consensus international retrouvé ? Il est trop tôt pour le dire. Mais plus que jamais, la balle est dans le camp d'Israël. Seul un geste fort sur les colonies en tout premier lieu permettrait de donner un sens à une nouvelle négociation en renvoyant la balle dans le camp palestinien. En juillet, il est clair désormais que le cessez-le-feu n'est qu'une fiction. Les menaces directes contre Arafat – que certains dirigeants israéliens menacent d'expulser, voire d'assassiner – montrent vers quels abîmes on pourrait se diriger. À moins que... (D. L.)

Propos recueillis par Olivier Mongin,
le 31 mai 2001